

N° 4778³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

PROJET DE LOI

concernant le soutien au développement rural

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE SUR
L'AMENDEMENT GOUVERNEMENTAL

- Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (29.6.2001)
- Dépêche du Président de la Chambre d'Agriculture au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (19.6.2001)
- Tableau comparatif (19.6.2001)

*

DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(29.6.2001)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe *l'avis de la Chambre d'Agriculture* sur l'amendement gouvernemental au projet de loi sous rubrique, qui vous a été transmis par ma lettre du 25 juin 2001.

En effet, cet amendement propose une modification substantielle du régime d'assurance accident agricole tant au niveau du calcul des cotisations qu'à celui des rentes accident.

La Chambre d'Agriculture accueille favorablement la volonté du Gouvernement d'améliorer le régime d'assurance accident agricole, mais constate que les modifications proposées ont pour effet, d'entraîner, d'une part, une augmentation de la cotisation pour de nombreux exploitants agricoles et, d'autre part, une réduction des prestations pour maints bénéficiaires au moment de la retraite par application des dispositions anticumul de l'article 227 du CAS.

Pour éponger ces effets négatifs, qu'elle juge inacceptables, la Chambre d'Agriculture revendique une prise en charge renforcée des cotisations et un relèvement du plafond d'application de l'anticumul.

Or, ces revendications, qui touchent aux principes mêmes de l'assurance accident et qui ont des répercussions au-delà de la section agricole, nécessitent des discussions et analyses plus approfondies.

Sachant, de plus, qu'une réforme fondamentale de l'assurance accident est actuellement en discussion au sein du C.E.S., le Gouvernement se propose de renoncer actuellement à l'amendement en question.

Cette renonciation traduit également le souci du Gouvernement de ne pas entraver, par une mesure ponctuelle, la procédure de finalisation du projet de loi dont l'entrée en vigueur est attendue avec impatience par le monde agricole.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*
Daniel ANDRICH
Conseiller de Gouvernement 1re classe

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE AU
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET
DU DEVELOPPEMENT RURAL**

(19.6.2001)

Monsieur le Ministre,

La Chambre d'Agriculture a analysé l'amendement gouvernemental sous rubrique en sa séance plénière du 19 juin 2001.

Le projet sous examen a pour objet d'apporter des modifications à l'article 41 du projet de loi concernant le soutien au développement rural et aux articles 86 et 160, 161, 162, 163, 165 et 166 du CAS.

1. Le texte initial du projet concernant le soutien au développement rural prévoit déjà à l'article 41 une majoration des rentes accidents de 100%, à partir du 1er janvier 2002, au cas où l'incapacité de travail atteint 20% au moins. Jusqu'à présent, la majoration était prévue à partir d'une incapacité de travail de $33\frac{1}{3}\%$ et le montant était fonction du degré d'incapacité de travail. Elle atteignait 100% à partir d'une incapacité de travail de $66\frac{2}{3}\%$. La nouvelle disposition prévoit qu'à partir du 1er janvier 2002, toutes les personnes bénéficiant d'une rente pour un degré d'incapacité de travail de plus de 20%, recevront une majoration de 100%, du montant de la rente. Cette mesure bénéficiera d'une façon variable à tous les bénéficiaires d'une rente accident ayant une incapacité de travail entre 20% et $66\frac{2}{3}\%$.
2. Le nouveau texte sous examen prévoit d'introduire à partir du 1er janvier 2003 une nouvelle méthode de calcul des cotisations à l'assurance accident, section agricole ainsi que le passage au calcul des rentes sur base du revenu individuel. A l'instar du calcul des cotisations à l'assurance maladie-maternité et à l'assurance pension, il est proposé de faire référence au système des marges brutes standards pour déterminer le revenu forfaitaire de l'exploitation agricole qui servirait à partir de l'année 2003 comme base de calcul des cotisations à l'assurance accident et remplacerait ainsi le système actuellement en vigueur qui, lui, fait référence à la surface d'exploitation pour calculer les cotisations. L'introduction du mécanisme des marges brutes standards aura pour corollaire:
 - a) l'application d'un minimum cotisable dans le chef de tous les assurés exerçant l'activité agricole à titre principal. Ce minimum cotisable est basé sur le salaire social minimum.
 - b) une intervention fixe du FOA dans le chef de tous les assurés exerçant l'activité agricole à titre principal à raison d'une cotisation calculée sur $\frac{1}{4}$ du salaire social minimum.
 - c) cumulativement avec l'intervention fixe, une intervention variable du FOA, dans le chef des assurés présentant un revenu professionnel inférieur au salaire social minimum à raison d'une cotisation calculée entre le salaire social minimum et le revenu professionnel sans que cette prise en charge ne puisse être supérieure à une cotisation calculée sur la moitié du salaire social minimum.
 - d) le changement de la base pour les prestations: il ne sera plus fait référence au revenu uniforme fixé par le législateur (art. 161 du CAS) pour le calcul de la rente, mais celle-ci sera calculée à partir du revenu individuel déterminé forfaitairement à partir des marges brutes standards. Pour tous ceux disposant d'un revenu inférieur au salaire social minimum, la rente sera calculée sur base de celui-ci, de sorte qu'il n'y aura plus de majoration des rentes accordées du chef d'accidents survenus après le 1er janvier 2003.

- e) la suppression du système des classes distinctes au niveau des cotisants et la fixation d'un taux de cotisation qui ne pourra dépasser le cas échéant le maximum de cotisation de 6% pour l'ensemble des assurés agriculteurs, viticulteurs et horticulteurs. Au cas où ce taux s'avérerait insuffisant pour couvrir les charges de la section, l'Etat prévoit la prise en charge du dépassement.

Ce nouveau mécanisme de cotisation à l'assurance accident aura dès lors des répercussions aussi bien sur le niveau des rentes que sur le montant des cotisations à payer.

En ce qui concerne les prestations, l'application du mécanisme des marges brutes standards apporte une amélioration certaine par rapport aux prestations actuellement accordées, mais n'apporte qu'une amélioration modérée par rapport aux dispositions proposées pour l'année 2002 à l'article 41 du projet de la loi concernant le développement rural. Les personnes qui bénéficieront d'une amélioration significative par rapport au système amélioré prévu pour 2002, seront celles dont l'incapacité de travail est inférieure à 20% et celles cotisant sur un revenu supérieur au salaire social minimum (voir tableau joint en annexe qui expose sur base de différents degrés d'IPP, l'évolution des prestations dans les différents modèles).

Le passage au nouveau système de prestations aura ainsi un avantage surtout pour les assurés dépassant le seuil du revenu du salaire social minimum et qui pourront à l'avenir bénéficier de prestations basées sur leur revenu individuel. Il aura pour effet également de rapprocher les modalités appliquées à la section agricole de l'assurance accidents de celles de la section industrielle.

Or, il s'avère que près de deux tiers des assurés agricoles à titre principal cotisent actuellement sur un revenu égal ou inférieur au salaire social minimum. Pour ceux-là, l'amélioration des prestations est moins sensible surtout en comparaison avec le niveau amélioré des prestations prévues à partir du 1er janvier 2002. Pour cette catégorie, le nouveau système comporte en plus un aspect négatif considérable en cas de cumul entre une rente d'invalidité et une pension de vieillesse.

Ainsi en cas de concours d'une pension d'invalidité ou de vieillesse, une disposition prévue à l'article 227 du CAS prévoit que la pension est réduite dans la mesure où elle dépasse un certain niveau de référence qui est soit le revenu professionnel ayant servi de base au calcul de la rente d'accident, soit la moyenne des 5 revenus les plus favorables dans le cadre de la carrière de cotisation de la pension.

Pour la grande majorité des agriculteurs, qui n'ont jamais cotisé sur un revenu supérieur au salaire social minimum de référence, le cumul des deux rentes ne peut dépasser le salaire social minimum ce qui est une conséquence de la situation néfaste du revenu en agriculture.

La conséquence sera une forte réduction du montant de la pension de vieillesse, pouvant aller jusqu'à 83% de celle-ci (voir tableau en annexe). Dans le système actuellement en vigueur, cette réduction était moins importante, du fait que les majorations fournies dans l'actuel système étaient immunisées dans le cadre de cet anticumul.

Globalement, pour ceux qui au cours de leur carrière d'assurance pension n'ont jamais cotisé sur des montants supérieurs au salaire social de référence – ce qui à l'heure actuelle est le cas de plus de 60% des assurés agricoles – le nouveau système apporte des désavantages majeurs lors du cumul d'une pension de vieillesse et d'une rente d'invalidité qui dépasse un degré d'invalidité permanente d'environ 15%. Le désavantage financier est d'autant plus grand que le taux I.P.P. est important. Ainsi, comme le montre le tableau annexé, un assuré qui a un degré d'incapacité de travail de 100% dans le nouveau système aura globalement à sa disposition un montant (rente invalidité + pension de vieillesse réduite) de 52.047 F alors que dans l'ancien système, il aurait eu 74.140 F.

Etant donné qu'une telle réduction des prestations est inacceptable, la Chambre d'Agriculture propose de relever le seuil minimum du plafond d'application de l'anticumul de l'ordre de 40%. Pour ce faire, une modification de l'article 227 du code des assurances sociales s'impose de la façon suivante:

Art. 227 (1) En cas de concours d'une pension d'invalidité ou de vieillesse avec une rente d'accident à titre personnel, due en vertu du présent code ou d'un régime étranger, la pension est réduite dans la mesure où elle dépasse ensemble avec la rente d'accident un plafond fixé soit à la moyenne visée à l'article 226, soit, pour le cas où cet autre mode de calcul est plus favorable, au revenu professionnel qui a servi de base au calcul de la rente d'accident. Ce montant ne peut être inférieur au montant de référence prévue à l'article 222 augmenté de quarante pour cent.

Cette façon de procéder évitera une réduction trop importante dans le cas de nombreux agriculteurs au moment de l'entrée en pension et améliorera ainsi leur situation sociale.

Une détérioration du niveau des prestations est d'autant plus inacceptable, que le changement du système implique une redistribution substantielle de la charge de cotisation. Comment expliquer une augmentation de cotisation à quelqu'un dont l'espérance de prestation est réduite en cas de cumul? D'après les calculs réalisés par les auteurs du présent texte, l'application d'un taux de cotisation de 4% sur le revenu cotisable serait de rigueur pour couvrir la participation des cotisants à l'assurance accident sur base de la situation telle qu'elle s'est présentée en l'an 2000. La Chambre d'Agriculture est persuadée que le taux de cotisation évoluera rapidement vers le taux maximum de 6%. Cela impliquera que sur un total de 2.130 cotisants, 1.224 (58%) d'entre eux verront leur cotisation en augmentation. Or déjà à l'heure actuelle, les cotisations pour l'assurance accident constituent une charge financière importante pour les exploitations agricoles et la transposition en droit national des dispositions de l'agenda 2000 n'améliorera guère la situation du revenu en agriculture pour les années à venir (cf. Chapitre 2.1 de notre avis sur le projet de loi concernant le soutien au développement rural).

Etant donné que le domaine de la sécurité sociale laisse encore une certaine marge de manoeuvre au législateur national dans l'amélioration de la situation du revenu en agriculture, la Chambre d'Agriculture revendique une intervention fixe du Fonds d'Orientation Agricole, dans le chef de tous les assurés exerçant l'activité agricole à titre principal, à raison d'une cotisation calculée sur $\frac{3}{4}$ (au lieu de $\frac{1}{4}$) du salaire social minimum.

Ainsi, il sera établi un parallélisme avec l'intervention du FOA dans le domaine des cotisations dues à l'assurance maladie et le problème de l'augmentation des cotisations parallèlement à une baisse des prestations sera moins grave.

En conclusion, la Chambre d'Agriculture accueille favorablement la volonté du Gouvernement d'améliorer le système d'assurance accidents au profit des agriculteurs, viticulteurs et horticulteurs. Si le passage au système de cotisations sur base du revenu individuel a pour effet positif d'apporter des avantages pour ceux qui sont en mesure de cotiser sur un revenu supérieur au salaire social minimum de référence et de rapprocher la section agricole du régime industriel au point de vue fonctionnement, il peut apporter des désavantages considérables à ceux qui ne sont pas en mesure de cotiser sur base d'un revenu supérieur au salaire social minimum, d'une part par une réduction des prestations à l'âge de la retraite, d'autre part par une augmentation des cotisations.

C'est pourquoi elle insiste pour que les 2 revendications majeures (prise en charge renforcée d'une cotisation de base par l'Etat et assouplissement des mesures anticumul) exposées dans le présent avis soient mises en oeuvre impérativement.

En ce qui concerne les personnes assurées volontairement, la Chambre d'Agriculture n'a pas d'observation particulière à formuler.

Dans l'espoir que vous pourrez tenir compte de nos remarques et suggestions, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de notre plus haute considération.

Le Secrétaire général,
Robert LEY

Le Président,
Marco GAASCH

ANNEXE

TABEAU COMPARATIF

PRESTATIONS AAA

Comparaison de la situation actuellement en vigueur (2001) avec les propositions pour 2002
(article 41 du projet de loi concernant le développement rural) et avec celles pour 2003 (changement de l'assiette cotisable)
en ce qui concerne les prestations servies par l'AAA

IPP	2001				2002			2003		Plafond	Pension de vieillesse	2001		2002		2003	
	Rémuné- ration art 161 CAS	rente base	majo- ration	rente accid. tot.	rente base	majo- ration	rente accid. tot.	Rémuné- ration	rente accident			réduction pension	montant dispo- nible	réduction pension	montant dispo- nible	réduction pension	montant dispo- nible
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	N	M	O1	O2	P1	P2	Q1	Q2
100%	25.809	22.093	22.093	44.186	22.093	22.093	44.185	52.047	44.552	52.047	44.700	14.746	74.140	14.746	74.140	37.205	52.047
90%	25.809	19.883	19.884	39.767	19.883	19.883	39.767	52.047	40.097	52.047	44.700	12.536	71.931	12.536	71.930	32.750	52.047
80%	25.809	17.674	17.675	35.349	17.674	17.674	35.348	52.047	35.642	52.047	44.700	10.327	69.722	10.327	69.721	28.295	52.047
70%	25.809	15.465	15.465	30.930	15.465	15.465	30.930	52.047	31.187	52.047	44.700	8.118	67.512	8.118	67.512	23.840	52.047
60%	25.809	13.256	11.931	25.187	13.256	13.256	26.511	52.047	26.731	52.047	44.700	5.909	63.978	5.909	65.303	19.384	52.047
50%	25.809	11.046	8.286	19.332	11.046	11.046	22.093	52.047	22.276	52.047	44.700	3.699	60.333	3.699	63.093	14.929	52.047
40%	25.809	8.837	5.303	14.140	8.837	8.837	17.674	52.047	17.821	52.047	44.700	1.490	57.350	1.490	60.884	10.474	52.047
30%	25.809	6.628	0	6.628	6.628	6.628	13.256	52.047	13.366	52.047	44.700	0	51.328	0	57.956	6.019	52.047
20%	25.809	4.419	0	4.419	4.419	4.419	8.837	52.047	8.910	52.047	44.700	0	49.199	0	53.537	1.563	52.047
10%	25.809	2.209	0	2.209	2.209	0	2.209	52.047	4.455	52.047	44.700	0	46.909	0	46.909	0	49.155

A B'0,856 C'MAJ C+D A B'0,856 F'MAJ F+G A T'0,856 M+H-N M+I-N M-QI+J



